

# L'approche participative et la gestion communautaire de la faune sauvage

## Quelques exemples africains



## Gestion de la faune sauvage à la période précoloniale

- *Faune sauvage considérée avant tout comme un moyen de subsistance.*
- *Utilisation contrôlée par des autorités traditionnelles, des tabous d'ordre religieux, précarité des méthodes de chasse, faibles densités de populations humaines.*
- *Contrôle des droits d'accès et de prélèvement une échelle locale.*

## Gestion de la faune sauvage à la période coloniale

- *Colonisation de l'Afrique engendre avec l'appareil administratif colonial, l'établissement d'une autorité de contrôle des droits d'accès et d'exploitation au niveau d'un gouvernement central*
- *Statut de res nullius (propriété de l'état) aux animaux sauvage tend à transformer les chasseurs traditionnels en braconniers*





## Gestion de la faune sauvage africaine et aires protégées

- *La plupart des aires protégées d'Afrique ont été créées durant la période coloniale (années 1920-1940) puis post-coloniale (années 1960-1970).*
- *Délocalisations brutales des populations pour la création de vastes réserves de chasses ou de sanctuaires pour la faune.*
- *Les résidents autochtones sont dépossédés de leurs ressources sauvages, ce qui engendre un ressentiment négatif envers les institutions en charge de la gestion des ressources naturelles (situations conflictuelles).*
- *Aux indépendances des états africains, continuité de la politique coloniale de création de parcs nationaux (mise "sous cloche" de la nature) : confiscation des droits d'usage des populations sur les ressources naturelles de ces espaces protégés.*
- *Impacts globalement négatifs pour les populations riveraines (déplacements de populations, paupérisation, perte de droits d'accès et d'usage, etc.).*
- *Conflits récurrents entre gestionnaires de projets/programmes de conservation de la faune, Etat et populations.*





➤ **Malgré l'établissement de ces espaces « sanctuaires », la diminution croissante des effectifs de faune sauvage en Afrique pousse, fin 80' début 90', à une remise en question des approches de conservation.**

➤ **Nouvel Objectif : Pérennisation des services rendus par les écosystèmes (développement local ET conservation de la diversité biologique)**

➤ **Nouveau concept : "programme intégré" ou "programme de gestion à base communautaire".**

- **Participation des populations locales qui gèrent elles-mêmes les ressources naturelles et en tirer des bénéfices.**

- **Transfert des compétences de gestion des ressources naturelles, du gouvernement central jusqu'aux institutions représentant les populations villageoises.**

- **Processus de décentralisation augmentant les pouvoirs des communautés, qui bénéficient de revenus (taxes sur les permis de chasse, chasse sportive, chasse commerciale, écotourisme) ainsi que de la viande issue des safaris.**

- **Ces bénéfices sont généralement matérialisés sous forme d'investissements en infrastructures communautaires (construction ou rénovation d'écoles, de cliniques, de dispensaires, de systèmes d'irrigation,...)**





## Le programme Campfire au Zimbabwe :

### Exemple du district de Nyaminyami qui a adopté le programme en 1989

*Le Zimbabwe fut l'un des premiers pays d'Afrique australe à adopter un programme de gestion communautaire de la faune sauvage, nommé CAMPFIRE.*

- **Décentralisation de la gestion de la faune sauvage sur base d'une réappropriation de cette faune par les populations rurales.**
- **L'autorité sur les ressources naturelles et les responsabilités de l'Etat central sont déléguée au niveau local.**
- **Les communautés locales peuvent bénéficier des revenus de la faune sauvage et ainsi être incitée à la conserver.**
- **La décentralisation des pouvoirs de l'état s'est faite au niveau du district (doté d'un département de la Faune Sauvage et des Ressources Naturelles).**

**Responsabilités du district** : organisation de la chasse sportive et du tourisme de vision (safari photographique) ; gestion des animaux nuisibles (destruction des récoltes) ou dangereux (animaux blessés ou agressifs) ; lutte contre les activités illégales ou le braconnage ; organisation d'abattage d'animaux pour la production de viande pour les communautés, distribuée à travers un réseau de boucheries mobiles.

Mise en œuvre par un Executive Officer de la faune sauvage et de la gestion des ressources naturelles, en relation avec les parcs nationaux, les opérateurs de safaris et un dispositif de gardes chasses déployé de manière permanente au niveau des Wards du district.



**L'exemple du  
programme  
« Zones  
Cynégétiques  
Villageoises » en  
République  
Centrafricaine  
(programme ECOFAC  
phases 2 et 3)**



- Décentralisation de la gestion de la faune à partir de 1992 dans une région nord de la RCA<sup>[1]</sup>.
- Organisation des activités cynégétiques au niveau des terres villageoises périphériques à un parc national.
- Bénéfice : près de 200 millions de FCFA de recettes au niveau des villages de la zone (soit 300 000 € en 10 ans pour une quinzaine de villages).
- Constitution spontanée de milices villageoises pour la lutte anti braconnage, sur une base bénévole (prise de conscience de l'importance socioéconomique de la faune en tant que ressource naturelle)
- Recentrage des activités cynégétiques de la majorité des sociétés de safari au niveau des zones villageoises (hors parc national), où le braconnage est nettement moindre.
- Sécurisation des décaissements des bénéfices générés par les activités cynégétiques grâce à un agent extérieur embauché par les communautés villageoises (son salaire est payé par l'association villageoise ZCV). Cette procédure garantit plus de transparence dans les opérations financières réalisées sur les bénéfices de la communauté.

<sup>[1]</sup> La région nord se caractérise par :

-une biodiversité extrêmement riche et d'importants prélèvements sur les ressources naturelles ; une pression importante sur la faune exercée tant par les populations autochtones qu'étrangères ; des frontières très perméables entre le Tchad et le Soudan ; une densité de population inférieure à 0,5 hab./km<sup>2</sup>, avec une tradition culturelle basée sur la chasse, la pêche et la cueillette ; une grande hétérogénéité des ethnies et des religions ; des difficultés de valorisation des produits liées à la faible densité de population et à l'éloignement des centres de consommation, qu'aggravent un réseau routier inexistant et un pouvoir d'achat en constante diminution ; un isolement administratif et politique de plus en plus marqué par les soubresauts sociopolitiques qui agitent le pays.



## Bilan de la gestion participative/communautaire de la faune

### *Nouvelles législations environnementales africaines (outils du développement durable) :*

- Nouvelle organisation des espaces sur base d'une spécialisation de l'exploitation (forêts communautaires, territoires de chasse communautaire, zones tampons d'aires protégées, etc.)
- Possibilité, pour les populations locales, de bénéficier de revenus (rente forestière, touristique, cynégétique, droits d'accès, etc.).
- Mise en œuvre de ces politiques suivant une approche généralement participative.

### *Mais la gestion participative de ces nouveaux types d'espace spécialisés se heurte à des difficultés :*

- d'ordre technique et financier,
- de représentativité des communautés
- d'ordre politique (implication des élites et corruption, enjeux de pouvoir liés à la gestion et à l'exploitation du milieu naturel).





**Malgré la généralisation de tentatives de processus de gestion communautaire de la faune, à l'intérieur ou en périphérie d'aires protégées, on relève communément :**



✓ **Des problèmes liés aux modalités de zonage (noyau central, zone de conservation, zone multi-usage, zone tampon, etc.) superposition des espaces de conservation de la faune avec les terroirs coutumiers sur lesquels les populations revendiquent des droits (notamment le droit de chasse).**



✓ **Les intentions exprimées lors de la mise en place des projets correspondent rarement aux actions réalisées sur le terrain.**



✓ **Les comités de gestion créés pour gérer les bénéfices engendrés ne sont ni opérationnels ni pérennes.**



✓ **Le potentiel économique des actions de conservation ne permet pas toujours de financer le développement local en raison d'effets seuils (équilibre entre les bénéfices tirés de la valorisation des RN et les coûts d'aménagement de l'AP).**





**Malgré la généralisation de tentatives de processus de gestion communautaire de la faune, à l'intérieur ou en périphérie d'aires protégées, on relève communément :**

- ✓ **Le concept de communauté bénéficiaire reste souvent trop flou et mal défini. La terminologie « populations locales » ou « communauté » occulte la grande hétérogénéité des acteurs en présence (sédentaires/mobiles, autochtones/allochtones, etc.) et de leurs rapports au milieu naturel.**
- ✓ **Les bénéfices engendrés par ces programmes ne sont pas toujours directement perçus par les communautés, les rendant peu enthousiastes à s'engager dans la conservation.**
- ✓ **La décentralisation de la compétence sur la gestion de la faune s'apparente souvent davantage à une délocalisation de l'administration de la faune qu'à un transfert de l'autorité et du pouvoir de décision aux communautés (ex du programme CAMPFIRE).**

## Quelques recommandations pour améliorer la mise en place de processus de gestion participative de la faune

- Réaliser impérativement des études des contextes socio-économico-culturels et écologiques avant toute forme d'intervention
- Impliquer dans les comités de gestion, des représentants des populations concernées qui recouvrent une réelle légitimité.
- Mise en place de mécanismes de sécurisation des transactions financières (par ex : sur le modèle, des Zones de Chasse Villageoise dans le Nord RCA) pour assurer que les bénéfices issus de la faune soient effectivement versées aux ayant-droit.
- Campagnes d'informations auprès des populations locales sur les montants versés, leur quote-part et les actions de développement envisageables avec de telles sommes.
- Formation des villageois à la gestion de microprojets (prise en charge mutualisée Etat/projet/secteur privé)
- Amendements des textes juridiques pour une reconnaissance légale des Conventions, des Comités de gestion, des terroirs coutumiers sur lesquels peuvent s'exercer des droits inaliénables pour les communautés.
- Prise en compte de l'historique de l'occupation humaine, incluant les questions foncières souvent délicates à traiter dans le montage des projets de conservation

